# 22 mars 2018: l'espoir d'un grand mouvement pour balayer la politique de Macron est né !

*Le printemps arrive. Cette journée de manifestations n'a pas été énorme, loin s'en faut, mais elle a été plus importante que les journées de l'automne. A Paris, il y avait deux fois plus de manifestants que le 12 septembre ou le 10 octobre dernier. En régions, tous nos camarades indiquent qu'il y avait plus de monde qu'aux manifs de l'automne. La préfecture annonce 323 000 manifestants. Le pouvoir craint que ce 22 mars soit le début d'un grand mouvement d'ensemble qui le mette en échec. Car la convergence des luttes (cheminots, fonctionnaires, étudiants…) menace le gouvernement.*

| | France | | Paris | |
|---|---|---|---|---|
| 2017 | Syndicats | Police | Syndicats | Police |
| 12-sept | 500 000 | 223 000 | 60 000 | 24 000 |
| 21-sept | | 132 000 | 55 000 | 16 000 |
| 10-oct | 400 000 | 209 000 | 45 000 | 26 000 |
| 19-oct | | 37 700 | 25 000 | 5 500 |
| 16-nov | | 80 000 | 40 000 | 8 000 |
| 2018 | | | | |
| 22-mars | + 500 000 | 323 000 | 65 000 | 49 000 |

**A la SNCF**, la grève a été forte alors que seul SUD Rail appelait à la grève aujourd'hui. Plus de 35% de grévistes selon la direction. Seul un train grande ligne sur deux a circulé, et environ un tiers des trains de banlieue. A Paris, la manifestation des cheminots a réuni 16 500 personnes selon la police, 25 000 selon la CGT. La pitoyable manœuvre de la direction de la SNCF qui a cherché à annuler les trains pris par les manifestants (https://lc.cx/PJQ6) a lamentablement échoué. Au cours de la manif, le nouveau chef du PS a été hué et dégagé de la manifestation (https://lc.cx/PJLy): cet imposteur n'a en effet pas sa place dans une manifestation ouvrière. Les cheminots ont d'ores et déjà l'esprit tourné vers la grande grève qui doit débuter le 3 mars. La très grosse AG de Paris Nord a voté la grève reconductible à partir du 3 avril (https://lc.cx/PJBV), balayant le principe de la « grève loto » (2 jour de grève tous les 5 jours) que les bureaucraties syndicales (CGT, UNSA, CFDT) veulent faire avaler aux cheminots. Les bureaucrates parlent de « mobilisation innovante » : ils sont en effet capables de faire preuve d'imagination quand il s'agit de trouver des moyens de s'opposer à la grève générale. D'ores et déjà, ils disent au gouvernement qu'ils mettront toute leur énergie à s'opposer à une grève dure et totale, en fixant d'ores et

déjà des limites. Ils savaient très bien qu'ils ne pouvaient pas se contenter d'appeler à quelques journées d'action... donc ils ont sorti du chapeau leur formule de « deux jours de grève par semaine ». Mais la grève appartient aux cheminots, et il est crucial que les AG inter-services se coordonnent pour diriger la grève. La pression de la base a contraint la direction de SUD Rail à se prononcer clairement pour la grève reconductible et à se dissocier de la « grève loto » (https://lc.cx/PJdw). La seule alternative à la politique des bureaucraties syndicales, c'est l'auto-organisation à la base, la démocratie des AG, pour imposer une grève totale et dure jusqu'au retrait du projet du gouvernement !

**Dans la fonction publique**, les taux de grève ont été assez faibles. La gouvernement donne un chiffre de 10,4% dans la fonction publique d'État contre 13% le 10 octobre 2017. Aux finances publiques, environ 40% des agents de la Dgfip se sont mis en grève. Les manifestations ont été plus importantes que le 10 octobre. Ainsi, à la manifestation parisienne de la fonction publique, il y avait 32 500 manifestants selon la police (contre 26 000 le 10 octobre 2017) et 40 000 selon la CGT. Beaucoup de fonctionnaires prennent des RTT ou des journées de congé pour aller aux manifestations. La colère monte contre le gouvernement qui doit préciser en avril son plan d'attaque contre les fonctionnaires : suppression ou transferts de missions au privé, extension de la contractualisation, salaire au mérite, plan de départs volontaires... Malgré la misérable propagande corporatiste de certains syndicats (comme la CGC), les fonctionnaires prennent de plus en plus conscience que la casse du statut de cheminot ouvre la porte à la casse du statut de fonctionnaires.

**Dans l'éducation nationale**, la grève des enseignants n'était pas massive : 14,5% selon le gouvernement, environ 25% selon la FSU. Mais la mobilisation se développe dans les universités. Le gouvernement a mis sous tutelle l'université du Mirail à Toulouse (https://lc.cx/PJhx), ce qui a soulevé l'indignation dans les universités. De nombreuses universités et lycées étaient bloqués jeudi (https://lc.cx/PJnh), mais le mouvement reste encore minoritaire. Il faut espérer que Toulouse le Mirail soit le « Nanterre » de Macron. Rappelons nous que la répression à Nanterre en mars 1968 avait entraîné une énorme mobilisation étudiante au mois de mai… Le Mirail accueillera une coordination nationale ce week-end. Il faut aujourd'hui se fixer pour objectif de construire une grève nationale reconductible dans les universités à partir du 3 avril, en lien avec celle des cheminots.

**Les bureaucraties syndicales** ne comptent pas s'appuyer sur ces manifestations pour amplifier la mobilisation. D'ores et déjà, elles minimisent l'ampleur des manifestations. A Paris par exemple, la CGT donne des chiffres très proches de ceux de la police, contrairement aux manifestations de l'automne. Mais surtout, les directions syndicales de la CGT et de Solidaires se sont d'ores et déjà mis d'accord pour appeler à une nouvelle journée de grève… le 19 avril, sans aucune autre perspective ! Ces bureaucrates crachent à la figure des travailleurs/ses : ce n'est pas avec des journées d'action une fois par mois qu'on mettra en échec Macron !

Il faut mettre en échec la stratégie de sabotage des directions syndicales. Des syndicats et des AG exigent un vrai plan d'action pour mettre en échec le gouvernement. **SUD Industrie** explique ainsi (https://lc.cx/PJRF) : « *Parce que le gouvernement, qui défend les riches et les gagnants du capitalisme ne pourra être arrêté qu'en bloquant l'économie, nous devons nous y préparer. Pas en faisant une ou deux journées de grève espacées, mais en discutant dès maintenant d'un grand mouvement reconductible, public et privé, main dans la main, pour gagner et imposer embauches, augmentations de salaires et une autre organisation du travail !* ». **L'AG d'après manif de Rouen** explique (https://lc.cx/PJDx) : « *Avec les cheminot.e.s, salariés du public et du privé, jeunes, chômeurs-euses, retraité.e.s, toutes et tous ensemble nous devons bloquer l'économie pour faire reculer Macron. Popularisons dès maintenant cet appel sur nos lieux de travail, d'étude et partout autour de nous !* »

**Le rôle du NPA** n'est pas de construire un front uni de toute la gauche politique pour appuyer la politique des bureaucraties syndicales. Nous militons en son sein pour que le NPA interpelle les directions syndicales et politiques pour que l'unité se fasse sur une base précise qui fasse avancer le mouvement. Pour qu'il aide les travailleurs/ses à s'organiser pour préparer la grève générale et l'imposer aux bureaucraties syndicales. Nous devons dire que la suite du 22 mars ne doit pas être une nouvelle journée d'action le 19 avril : le rôle des directions syndicales est de ne pas laisser les cheminots faire grève seuls à partir du 3 avril. Elles devraient appeler l'ensemble des travailleurs à rejoindre les cheminots dans la grève à partir du 3 avril. Car la bataille du rail est décisive : si Macron inflige une défaite aux cheminots, il sera en position de force pour démanteler tous nos acquis sociaux.

**L'objectif doit être de bloquer l'économie à partir du 3 avril** et d'offrir ainsi à Macron une belle commémoration de Mai 68, pas de faire un petit tour de manif tous les mois. L'initiative du Front social du 7 avril (https://lc.cx/PJFC) doit être un point de convergence de tous ceux qui veulent construire la grève générale. Le NPA devrait appeler l'ensemble des travailleurs/ses à y participer pour mettre en échec la politique des bureaucraties syndicales. C'est aujourd'hui le moment de jeter toutes nos forces dans la bataille, de bousculer le calendrier des bureaucraties syndicales et de réunir les conditions d'une grève massive qui bloque l'économie.

**Gaston Lefranc**, le 22 mars 2018